



Conjoncture énergétique

Quatrième trimestre 2025

FÉVRIER 2026

La production d'énergie primaire sur le territoire au quatrième trimestre 2025 est plus élevée qu'à la même période de l'année précédente (+ 3,4 %) en raison d'une progression de la production d'origine nucléaire, éolienne et photovoltaïque. À l'inverse, la production de la filière hydraulique diminue en un an en raison de conditions météorologiques moins favorables.

Avec la baisse de la consommation de charbon et de gaz naturel, la consommation primaire d'énergie diminue de 0,2 % par rapport à la même période de l'année précédente.

Du fait de la progression de la production d'énergie et de la baisse de la consommation, le taux d'indépendance énergétique progresse de 2,0 points en glissement annuel, pour s'établir à 57,9 % au quatrième trimestre 2025.

Le prix des énergies fossiles a nettement diminué depuis le record atteint à l'été 2022, mais il demeure plus élevé qu'avant la crise énergétique. La facture énergétique de la France atteint 10,5 Md€ entre septembre et novembre 2025. Mesurée en cumul sur 12 mois de décembre 2024 à novembre 2025, la facture diminue de 17,7 % et s'établit à 50,2 Md€, contre 61,0 Md€ l'année précédente. Le solde exportateur d'électricité et les gains correspondants à ces échanges extérieurs progressent en un an.

Au quatrième trimestre 2025, la production d'énergie primaire (voir méthodologie) s'établit à 369 TWh. Elle augmente de 3,4 % par rapport au quatrième trimestre 2024. La quasi-totalité de cette production nationale d'énergie correspond à la production d'énergie d'origine nucléaire ou renouvelable.

La production brute d'énergie nucléaire, qui s'élève à 325 TWh, augmente de 2,6 % en un an. La disponibilité du parc nucléaire continue de s'améliorer par rapport à l'année précédente, en raison d'arrêts de moins longue durée pour traiter le phénomène de corrosion sous contrainte.

La production brute d'électricité d'origine renouvelable, à 39 TWh au quatrième trimestre 2025, diminue de 9,5 % par rapport à la même période de l'année précédente. L'évolution de la production en un an est très différenciée selon les filières. Ainsi, la

production d'électricité hydraulique baisse fortement (- 11,5 %) par rapport au quatrième trimestre 2024 caractérisé par des stocks abondants. À l'inverse, les productions photovoltaïque et éolienne progressent respectivement de 44,1 % et de 30,6 % en un an en raison de la poursuite du développement des capacités installées et de conditions météorologiques plus favorables que l'année précédente.

Enfin, le biométhane injecté sur le réseau de gaz naturel demeure négligeable dans la production d'énergie intérieure totale, mais sa production continue de progresser (3,3 TWh, + 16,8 % par rapport au quatrième trimestre 2024).

Consommation et production primaire d'énergie, indépendance énergétique et émissions de CO₂ (séries brutes)

En TWh

Énergie primaire	2025 T4		
	Quantité	Évolution (%) T / T-4	Part en %
Production nationale d'énergie primaire	369	3,4	100,0
dont : - gaz naturel (biométhane)	3	16,8	0,9
- pétrole	2	-2,9	0,4
- nucléaire (brut)	325	2,6	88,1
- hydraulique, éolien et photovoltaïque (brut)	39	9,5	10,6
Consommation d'énergie primaire réelle (1)	638	-0,2	100,0
dont : - charbon	11	-20,1	1,7
- pétrole (2)	194	0,8	30,4
- gaz naturel	97	-5,4	15,2
- nucléaire et EnR électriques (3)	336	1,7	52,7
Taux d'indépendance énergétique (4)	57,9%	2,0	
Emissions de CO ₂ dues à l'énergie (milliers de t CO ₂)	69 520	-2,7	

(1) Hors énergies renouvelables thermiques (sauf biométhane) et déchets. Le nucléaire est comptabilisé en équivalent primaire à la production (chaleur dégagée par la réaction nucléaire, puis convertie en électricité).

(2) Hors autoconsommation des raffineries.

(3) Nucléaire, hydraulique, éolien et photovoltaïque.

(4) La variation du taux d'indépendance énergétique est indiquée en points.

Note : en 2022, le champ a été étendu à la France entière, il inclut désormais les DROM. En outre, le GNL porté ou de détail qui n'est pas livré via le réseau a été ajouté aux échanges et à la consommation de gaz naturel.

Source : calculs SDES, d'après les données mensuelles disponibles par énergie

La consommation d'énergie primaire réelle s'élève à 638 TWh au quatrième trimestre 2025, en repli de 0,2 % par rapport à la même période de l'année

Conjoncture énergétique : quatrième trimestre 2025

précédente. Cette baisse de la consommation d'énergie, malgré une progression de la production nucléaire et des pertes de chaleur induites, s'explique par la forte diminution de la consommation de charbon (- 20,1 % par rapport à la même période de l'année précédente), et une baisse de moindre ampleur de la consommation de gaz naturel (- 5,4 %).

Les évolutions annuelles de la consommation primaire d'énergie sont similaires après correction des variations climatiques et des jours ouvrables. Ainsi, par rapport au quatrième trimestre 2024, la consommation primaire d'énergie nucléaire et d'EnR (énergie renouvelable) électrique augmente (+ 1,5 %), de même que la consommation de pétrole (+ 0,6 %), tandis que les consommations de charbon (- 20,4 %) et de gaz naturel (- 4,2 %) diminuent.

Évolution de la consommation primaire d'énergie (séries CVS-CVC-CJO)

En %

	T/T-1	T/T-4 (6)
Consommation d'énergie primaire	-0,6	-0,2
dont : - charbon	-10,1	-20,4
- pétrole	0,9	0,6
- gaz naturel	-7,7	-4,2
- nucléaire et EnR électriques (5)	0,8	1,5

(5) Nucléaire, hydraulique, éolien et photovoltaïque.

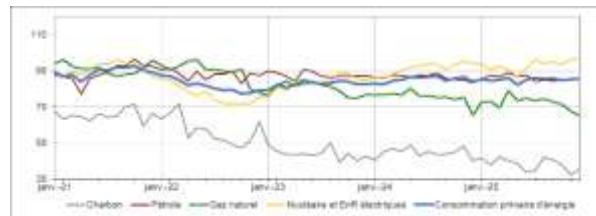
(6) Série corrigée du climat et des jours ouvrables seulement.

Source : calculs SDES, d'après les données mensuelles disponibles par énergie

Consommation d'énergie primaire

(séries CVS-CVC-CJO)

Indice base 100 en 2010



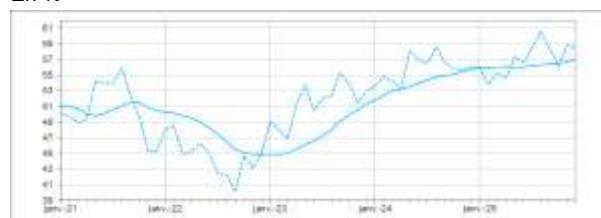
Source : calculs SDES, d'après les données mensuelles disponibles par énergie

Du fait de la progression de la production d'énergie et de la baisse de la consommation primaire, le taux d'indépendance énergétique progresse en un an. Il augmente ainsi de 2,0 points en glissement annuel, pour s'établir à 57,9 % au quatrième trimestre 2025. En cumul sur l'ensemble de l'année 2025, le taux d'indépendance énergétique estimé à partir des données sur l'énergie disponibles mensuellement¹ est de 57,0 %, contre 55,8 % pour 2024.

Taux d'indépendance énergétique moyen

(série brute, en moyenne sur 12 mois)

En %



Note : en pointillés, taux d'indépendance instantané (mensuel).

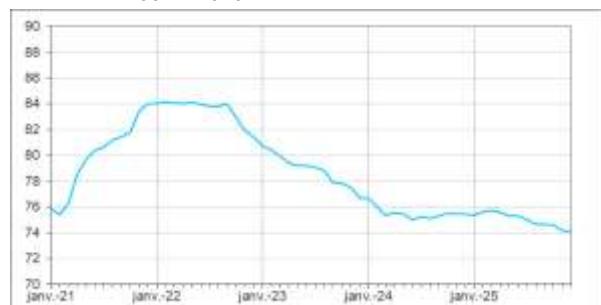
Source : calculs SDES, d'après les données mensuelles disponibles par énergie

Les émissions de CO₂ liées à la combustion d'énergies fossiles diminuent nettement (- 2,7 %) au quatrième trimestre 2025 par rapport à la même période de l'année précédente. Cumulées sur un an, ces émissions baissent également, mais d'une ampleur moindre (- 1,8 %). Après avoir fortement augmenté entre 2021 et 2022, les émissions de CO₂ ont retrouvé depuis 2024 leur niveau de 2020 et décroissent légèrement.

Émissions de CO₂ liées à la combustion d'énergie

(série brute, en moyenne sur 12 mois)

Indice base 100 en 2010



Note : en moyenne sur les 12 derniers mois, les émissions sont à environ 75 % de leur niveau de référence de 2010.

Source : calculs SDES, d'après les données mensuelles disponibles par énergie

LES PRODUITS PÉTROLIERS

La consommation totale réelle de produits pétroliers s'élève à 16,6 millions de tonnes (Mt) au quatrième trimestre 2025, en légère hausse par rapport à la même période de l'année 2024 (+ 0,8 %).

¹ Les données sur les énergies renouvelables thermiques ne sont pas disponibles à une fréquence mensuelle.

Conjoncture énergétique : quatrième trimestre 2025

Production et consommation de produits pétroliers (séries brutes)

En milliers de tonnes

Produits pétroliers (1)	2025 T4		
	Quantité	Évolution (%) T/T-4	Part en %
Production nationale (2)	129	-2,9	
Consommation totale (3)	16 642	0,8	100,0
dont : - total carburants routiers	9 987	-0,8	60,0
- supercarburants	3 060	5,2	18,4
- gazole	6 927	-3,2	41,6
- fioul domestique	1 062	11,7	6,4
- gazole non routier (4)	1 123	-4,9	6,7
- carburéacteurs	1 858	10,0	11,2
- gaz de pétrole liquéfié (GPL)	457	-5,4	2,7

(1) Hors soutes maritimes.

(2) Pétrole brut et hydrocarbures extraits du gaz naturel.

(3) La consommation totale inclut, outre les produits listés dans le tableau, les bases pétrochimiques (qui font l'objet d'une enquête) ainsi que d'autres produits pétroliers (dont la consommation du mois courant est estimée). L'autoconsommation des raffineries est exclue.

(4) Le gazole non routier remplace obligatoirement le fioul domestique depuis le 1^{er} mai 2011 pour certains engins mobiles non routiers, et depuis le 1^{er} novembre 2011 pour les tracteurs agricoles, avec les mêmes spécifications que celles du gazole routier, excepté sa coloration.

Source : calculs SDES, d'après CPDP et DGEC

La demande en carburants routiers recule de 0,8 % sur un an. L'évolution de cette consommation est contrastée selon les produits. Ainsi, les ventes de gazole diminuent particulièrement (- 3,2 %). Au dernier trimestre 2025, le gazole représente 69 % de la consommation totale de carburants routiers, contre 71 % un an auparavant. À l'inverse, les livraisons de supercarburants continuent de progresser, de 5,2 % en un an, dans le contexte du rééquilibrage du marché. Les ventes de SP95-E10 – pouvant contenir jusqu'à 10 % de bioéthanol (contre 5 % pour le SP95 standard) – sont particulièrement dynamiques (+ 6,6 % sur un an). Elles comptent pour 59 % des ventes de supercarburants, soit 1 point de plus qu'au quatrième trimestre 2024.

Les ventes de fioul domestique augmentent nettement par rapport à leur niveau du quatrième trimestre 2024 (+ 11,7 %), en particulier au mois de décembre (+ 23,8 %), dans le contexte d'une légère baisse du prix moyen par rapport à 2024 (- 3 % sur le trimestre, - 5 % pour le seul mois de décembre).

Les livraisons de carburéacteurs progressent très fortement : avec + 10,0 % en un an, elles atteignent 1,9 millions de tonnes. Elles dépassent ainsi leur niveau du quatrième trimestre de 2019, antérieur à la crise sanitaire, et atteignent leur valeur la plus élevée depuis le début des mesures.

À l'inverse, les ventes de gazole non routier reculent nettement (- 4,9 % en glissement annuel). La consommation de gaz de pétrole liquéfié (GPL) diminue également, de 5,4 %, et reste à un niveau faible (0,5 million de tonnes, soit 2,7 % de la consommation totale de produits pétroliers).

Évolution de la consommation des produits pétroliers (séries CVS-CVC-CJO)

En %

Produits pétroliers	T/T-1	T/T-4 (6)
Consommation totale (5)	0,9	0,6
dont : - total carburants routiers	0,4	-0,8
- supercarburants	2,1	5,2
- gazole	-0,3	-3,2
- fioul domestique	6,7	8,8
- gazole non routier	6,0	-4,9
- carburéacteurs	2,8	10,0
- gaz de pétrole liquéfié (GPL)	-3,0	-5,7

(5) Pour les produits pétroliers autres que ceux détaillés, hormis les consommations de bases pétrochimiques, la quantité consommée du mois courant est estimée.

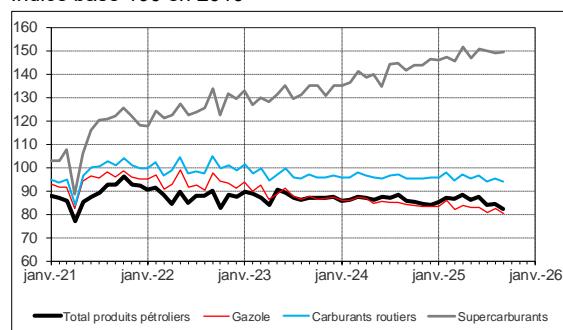
(6) Série corrigée du climat et des jours ouvrables seulement.

Source : calculs SDES, d'après CPDP

Consommation de produits pétroliers

(séries CVS-CVC-CJO)

Indice base 100 en 2010



Source : calculs SDES, d'après CPDP

Enfin, les consommations de bases pétrochimiques atteignent 1,2 million de tonnes au quatrième trimestre 2025, un niveau en baisse (- 5,5 %) par rapport à la même période de l'année précédente.

LE GAZ NATUREL

La consommation totale réelle² de gaz naturel diminue de 5,4 % au quatrième trimestre 2025 par rapport à la même période de l'année 2024. Corrigée des variations climatiques et des jours ouvrables, elle baisse de 4,2 % en glissement annuel.

En particulier, la consommation réelle des clients reliés au réseau de distribution (résidentiel-tertiaire, petite industrie) diminue de 4,7 %, tandis que celle des clients reliés au réseau de transport baisse davantage (- 6,9 %). Les livraisons aux centrales à cycle combiné au gaz diminuent notamment (- 3,7 % en glissement annuel), suite à l'amélioration de la production d'électricité nucléaire.

² Il s'agit de la consommation totale hors pertes (transport, distribution, stockage...).

Conjoncture énergétique : quatrième trimestre 2025

Bilan trimestriel du gaz naturel

(séries brutes)

En TWh PCS

* Positif lorsqu'on soutire des quantités des stocks pour les consommer, négatif lorsqu'on remplit les stocks.

** Centrales à cycle combiné au gaz

Source : SDES, d'après Dunkerque LNG, Elenzy, Fosmax LNG, GRDF, GRTgaz, Storengy et Teréga

Évolution de la consommation totale (hors pertes) de gaz naturel

(séries CVS-CVC-CJO)

En %

Gaz naturel	T/T-1	T/T-4 *
Consommation totale (hors pertes)	-7,7	-4,2
don : - gros clients reliés au réseau de transport	-5,4	-4,9
- résidentiel-tertiaire, petite industrie	-8,8	-3,9

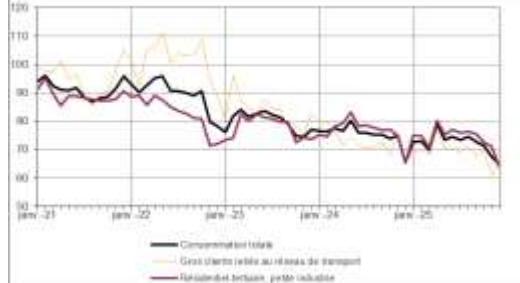
* Série corrigée du climat et des jours ouvrables seulement.

Source : SDES, d'après Dunkerque LNG, Elenzy, Fosmax LNG, GRDF, GRTgaz, Storengy et Teréga

Consommation totale (hors pertes) de gaz naturel (séries CVS-CVC-CJO)

(series 378 379 380)

Índice base 100 en 2010



Source : SDES, d'après Dunkerque LNG, Elenzy, Fosmax LNG, GRDF, GRTgaz, Storengy et Teréga

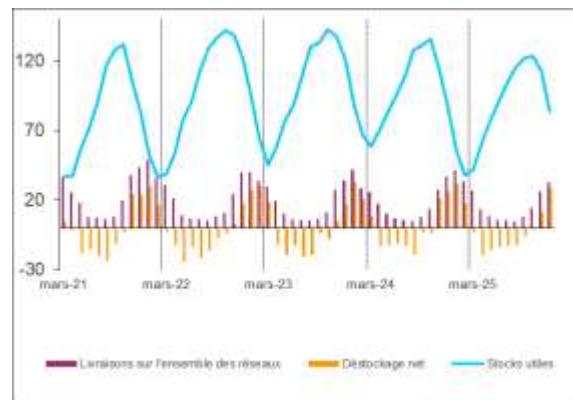
Les importations nettes de gaz naturel³ baissent de 3,9 % sur un an, pour atteindre 68,7 TWh PCS au quatrième trimestre 2025. Cette diminution est portée par la très forte hausse des sorties nettes de gaz naturel gazeux, qui s'élèvent à 9,7 TWh PCS au quatrième trimestre 2025, un niveau plus de deux fois plus élevé qu'un an auparavant. Dans le même temps, les importations de gaz naturel sous forme liquéfiée (GNL) continuent de progresser (+ 3,3 % en glissement annuel) et représentent 65,6 % des importations totales au quatrième trimestre 2025. En particulier, les volumes de GNL importés depuis les États-Unis augmentent fortement (+ 47 %) en un an. Les quantités de GNL importées depuis les États-Unis et la Russie représentent respectivement 49 % et 29 % des importations totales de GNL au quatrième trimestre 2025. Les États-Unis sont le premier fournisseur de gaz naturel au quatrième trimestre 2025.

La production nationale de gaz naturel (3,7 TWh PCS) correspond essentiellement au biométhane injecté dans les réseaux de transport et de distribution. Elle augmente de 16,8 % en un an.

La période de soutirage des stocks commence habituellement en novembre. Les stocks de gaz naturel diminuent de 38,7 TWh au quatrième trimestre 2025. Le niveau des stocks utiles en fin décembre 2025, à 83,5 TWh, est inférieur de 5,4 % à son niveau de l'année précédente. Au 1^{er} janvier 2026, le taux de remplissage des installations souterraines de stockage de gaz naturel sur le territoire français s'établit à 59,1 %.

Variations de stocks et livraisons aux consommateurs

En TWh PCS



Source : SDES, d'après Dunkerque LNG, Elenzy, Fosmax LNG, GRDF, GRTgaz, Storengy et Teréga

LES PRODUITS DU CHARBON

Au quatrième trimestre 2025, la consommation totale de produits du charbon ou combustibles minéraux solides (CMS) s'élève à 1,6 million de tonnes (Mt), en repli important par rapport à la même période de l'année précédente (- 19,4 %). L'approvisionnement en charbon repose quasiment exclusivement sur les importations (1,3 Mt).

La consommation de charbon pour la fabrication d'acier diminue sur un an (- 14,0 %, à 0,9 Mt). Un incident important s'est produit dans l'une des usines de fabrication d'acier, entraînant une forte baisse de consommation de coke et de houille en octobre, puis la mise à l'arrêt d'un haut-fourneau en novembre. L'installation a redémarré en décembre. La baisse de l'activité sidérurgique intervient dans un contexte de recul de la demande d'acier en Europe, de concurrence internationale et de coûts de production devenus moins compétitifs, qui avaient déjà entraîné depuis fin 2023, la fermeture prolongée d'un des deux hauts-fourneaux du site de Fos-sur-Mer.

³ Il s'agit des entrées nettes de gaz sur le territoire français (y.c. du GNL porté), donc exportations déduites et hors transit.

Conjoncture énergétique : quatrième trimestre 2025

Bilan trimestriel des combustibles minéraux solides

(séries brutes)

En milliers de tonnes

Combustibles minéraux solides (1)	2025 T4		
	Quantité	Évolution (%) T/T-4	Part (%)
Importations totales nettes	1 283	17,9	
Variations de stocks (2)	-17		
Consommation totale réelle (3)	1 559	-19,4	100,0
dont : - centrales électriques	s	s	s
- sidérurgie	916	-14,0	58,8

(1) L'écart entre, d'une part, la somme des importations nettes et des variations de stocks et, d'autre part, la consommation provient notamment de décalages temporels entre les sources.

(2) Une variation positive correspond à du déstockage, une variation négative à du stockage.

(3) Pour les secteurs consommateurs de combustibles minéraux solides autres que ceux détaillés, la quantité consommée du mois courant est estimée.

s = donnée secrétisée.

Source : calculs SDES, d'après EDF, GazelEnergie et DGDDI

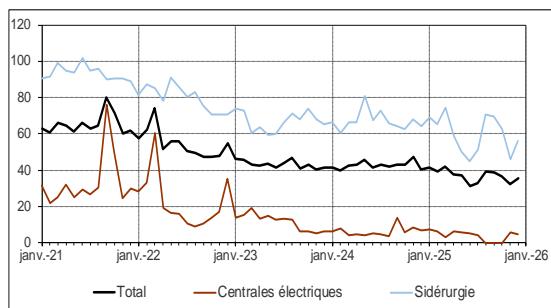
La consommation de charbon-vapeur pour la production d'électricité demeure très faible, inférieure à 0,1 Mt au quatrième trimestre 2025. En France métropolitaine, les deux centrales à charbon, habituellement utilisées en appui des autres filières, ont été peu sollicitées sur cette période et ont même été arrêtées entre les mois d'août et octobre 2025. Dans les outre-mer, la dernière installation de production d'électricité au charbon, située en Guadeloupe, a été convertie à la biomasse en juillet 2025. En conséquence, et à la suite des conversions des deux installations situées à La Réunion en 2023 puis 2024, la consommation de charbon à des fins de production d'électricité a cessé dans les outre-mer. Du fait de ces conversions des centrales ultramarines et de la faible sollicitation des deux centrales à charbon métropolitaines au quatrième trimestre 2025, la consommation de combustibles minéraux fossiles des centrales électriques baisse de 40,7 % en un an (après correction des variations climatiques).

Les opérateurs ont reconstitué des stocks au cours du trimestre : ces stocks augmentent globalement de 17 kt au quatrième trimestre. À 2,2 Mt fin décembre, ils diminuent très légèrement sur un an (- 0,05 Mt) : en particulier, les centrales électriques métropolitaines ont consommé le charbon provenant de leurs stocks et ont très peu importé.

Consommation de combustibles minéraux solides

(séries CVS-CVC-CJO)

Indice base 100 en 2010



Source : calculs SDES, d'après EDF, GazelEnergie

Évolution trimestrielle de la consommation de combustibles minéraux solides

(séries CVS-CVC-CJO)

En %

	T/T-1	T/T-4 *
Consommation totale	-5,9	-19,6
dont : - centrales électriques	155,2	-40,7
- sidérurgie	-14,2	-14,0

* Série corrigée du climat et des jours ouvrables seulement.

Source : calculs SDES, d'après EDF, GazelEnergie

L'ÉLECTRICITÉ

Au quatrième trimestre 2025, la production totale d'électricité nette augmente de 5,0 % en glissement annuel, pour s'établir à 152,3 TWh.

Production d'électricité, échanges et énergie appelée

(séries brutes)

En GWh

Électricité	2025 T4		
	Quantité	Évolution (%) T/T-4	Part en %
Production d'électricité nette	152 322	5,0	100,0
dont : - nucléaire	103 864	4,2	68,2
- hydraulique (yc pompages)	16 643	-11,5	10,9
- éolienne	16 980	30,6	11,1
- photovoltaïque	5 260	44,1	3,5
- production thermique classique	9 556	-3,5	6,3
Solde : exportations - importations	28 534	27,5	
Pompages (énergie absorbée)	2 155	13,8	
Energie appelée réelle (yc pertes)	121 633	0,7	100,0
dont : - basse tension	51 041	-0,7	42,0
- moyenne tension	38 246	1,6	31,4
- haute tension	17 615	-1,3	14,5

Source : SDES, d'après CNR, EDF, Enedis, RTE et GazelEnergie

La production nette d'électricité d'origine nucléaire augmente de 4,2 % en glissement annuel, pour atteindre 103,9 TWh, en raison d'une amélioration de la disponibilité du parc nucléaire. Au quatrième trimestre 2025, le nucléaire assure 68,2 % de la production totale d'électricité.

La production hydraulique diminue de 11,5 % sur un an en raison de stocks hydrauliques à un niveau moins élevé qu'au quatrième trimestre 2024. Au quatrième trimestre 2025, la filière hydraulique assure 10,9 % de la production nationale d'électricité.

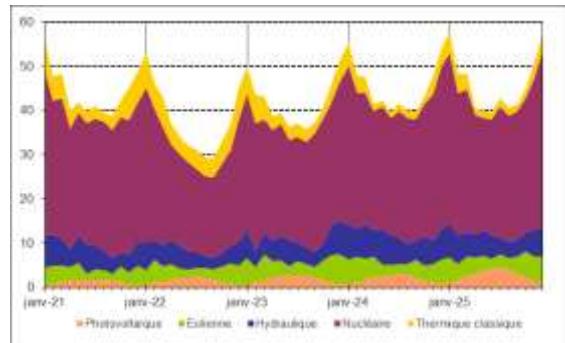
La production éolienne augmente de 30,6 % en glissement annuel et assure 11,1 % de la production d'électricité au quatrième trimestre 2025. La production photovoltaïque progresse également fortement (+ 44,1 % en glissement annuel) et représente 3,5 % de la production d'électricité nette au quatrième trimestre 2025. La progression forte de ces deux filières s'explique par celle des capacités installées ainsi que par des conditions météorologiques plus favorables qu'au quatrième trimestre 2024.

Enfin, dans un contexte de hausse de la production d'origine nucléaire, les installations thermiques classiques, utilisées comme moyens de pointe pour ajuster l'offre à la demande, ont été moins sollicitées que l'année précédente à la même période : la production des centrales thermiques classiques s'élève à 9,6 TWh au quatrième trimestre 2025, soit 3,5 % de moins qu'un an auparavant. Ces centrales ont assuré 6,3 % de la production nationale d'électricité au quatrième trimestre 2025.

Conjoncture énergétique : quatrième trimestre 2025

Production d'électricité par filière

En TWh



Source : SDES, d'après CNR, EDF, Enedis, RTE et GazelEnergie

L'énergie appelée augmente de 0,7 % en glissement annuel (+ 0,5 % après correction des jours ouvrables et des variations climatiques). Les livraisons en basse tension (qui couvrent principalement le résidentiel) et haute tension (principalement les gros consommateurs industriels) diminuent respectivement de 0,7 % et de 1,3 %. À l'inverse, les livraisons en moyenne tension augmentent de 1,6 %.

Évolution de l'énergie appelée

(séries CVS-CVC-CJO)

En %

Électricité	T/T-1	T/T-4 *
Energie appelée	-0,7	0,5
donc :		
- basse tension	-2,6	-0,4
- moyenne tension	0,8	2,2
- haute tension	1,6	-0,8

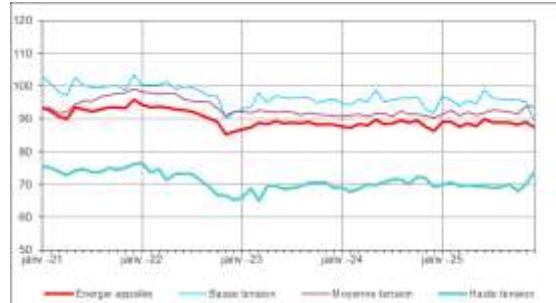
* Série corrigée du climat et des jours ouvrables seulement.

Source : SDES, d'après CNR, EDF, Enedis, RTE et GazelEnergie

Énergie appelée

(séries CVS-CVC-CJO)

Indice base 100 en 2010



Source : SDES, d'après CNR, EDF, Enedis, RTE et GazelEnergie

Le solde exportateur des échanges physiques d'électricité reste nettement excédentaire, à 28,5 TWh au quatrième trimestre 2025, et progresse fortement par rapport à la même période de l'année précédente (+ 27,5 %). Le solde exportateur s'accroît aux interconnexions frontalières avec la Belgique, l'Allemagne, la Suisse, l'Italie, l'Andorre, et la Grande-Bretagne. À l'inverse, il diminue aux interconnexions avec le Luxembourg et l'Espagne.

LES PRIX ET LES COTATIONS DES ÉNERGIES

Au quatrième trimestre 2025, le cours du baril de *Brent* en dollars s'élève à 63,6 \$ en moyenne trimestrielle, en

baisse de 7,7 % par rapport au trimestre précédent et de 14,7 % par rapport au quatrième trimestre 2024. Entre octobre et décembre 2025, les prix se replient, malgré un contexte géopolitique toujours incertain, en raison d'une offre supérieure à la demande.

Exprimé en euro, le cours du baril de *Brent* s'établit en moyenne à 54,7 € au quatrième trimestre 2025, en baisse de 7,4 % par rapport au trimestre précédent. En moyenne sur l'année 2025, le prix du baril de *Brent* est de 61,5 €, inférieur de 17,5 % à son niveau moyen de 2024.

Prix et cotations des énergies

Cotation	2025 T4	2025 T3	Évolution (T/T-1)	Moyenne des quatre derniers trimestres	
	Valeur	Valeur	%	Valeur	%
US\$ en € (courant)	0,860	0,856	0,4	0,9	-4,1
baril dans (3 bl)	63,6	69,0	-7,7	69,1	-14,2
Brent dans (6 bl)	54,7	60,1	-7,4	61,5	-17,5
Gaz - Spot PEG (EMWh)	29,0	32,2	-9,9	35,5	3,8
Électricité - Spot Base Epepx** (EMWh)	61,1	48,9	26,0	61,1	5,8
Prix à la consommation (TTC)					
SP95 (€/l)	1,71	1,71	0,0	1,73	-5,2
Gazole (€/l)	1,62	1,61	0,4	1,62	-4,5
Fioul domestique (€/l)	1,12	1,12	0,0	1,13	-5,7

* Variation par rapport à la période similaire de l'année précédente.

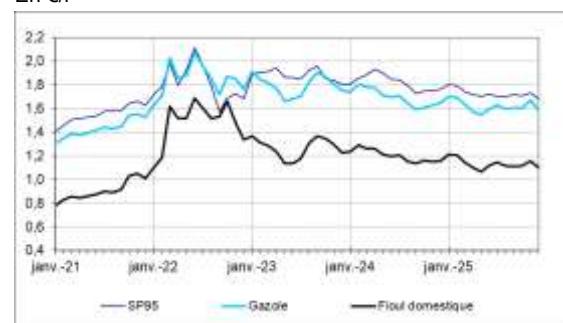
** European Power Exchange.

Sources : DGEC ; Reuters ; Epepx (électricité)

Le prix moyen de l'essence (SP95) au quatrième trimestre 2025 est stable par rapport aux deux trimestres précédents, à 1,71 € par litre. Le prix du fioul domestique s'établit à 1,12 € le litre, stable par rapport au trimestre précédent, mais en baisse de 3 % par rapport au quatrième trimestre 2024. Enfin, le prix moyen du gazole augmente légèrement (+ 0,4 % entre le troisième et le quatrième trimestre 2025) pour s'établir à 1,62 €/litre. Le prix moyen de ces trois carburants sur l'ensemble de l'année 2025 connaît une baisse de 4,5 à 5,7 % par rapport à l'année précédente.

Prix à la consommation

En €/l



Source : DGEC

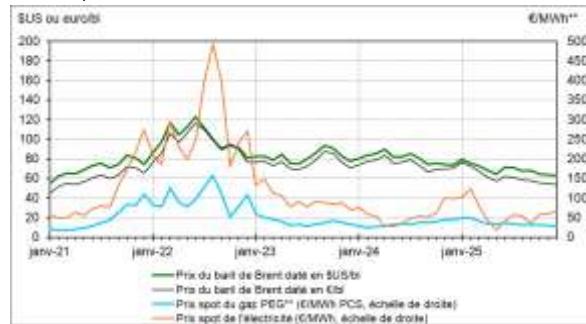
Les cours du gaz naturel sur les marchés ouest-européens, en recul par rapport aux records atteints en 2022, restent plus élevés qu'avant la crise énergétique. Le prix spot sur le marché français (point échange gaz, PEG) s'élève à 29,0 €/MWh au quatrième trimestre 2025, en baisse par rapport au trimestre précédent (32,2 €/MWh) et par rapport au quatrième trimestre 2024 (43,0 €/MWh). Le prix spot du gaz naturel sur le marché français a été particulièrement faible en décembre 2025 (26,6 €/MWh).

Après avoir chuté entre le premier et le deuxième trimestre 2025, puis fortement augmenté au troisième trimestre, le prix spot de l'électricité livrable en France augmente encore, de 25,0 %, au quatrième trimestre 2025. Il atteint 61,1 €/MWh en moyenne au quatrième

Conjoncture énergétique : quatrième trimestre 2025

trimestre 2025, contre 48,9 €/MWh au trimestre précédent et 87,0 €/MWh au quatrième trimestre 2024. Résultante de ces fortes fluctuations tout au long de l'année, le prix spot moyen de l'électricité en France en 2025 augmente par rapport à 2024 (+ 5,8 %, à 61,1 €/MWh).

Prix moyen* mensuel du baril de pétrole (en \$US et en €) et prix spot du gaz et de l'électricité (en €/MWh)



* Prix courants.

** Point d'échange gaz (France).

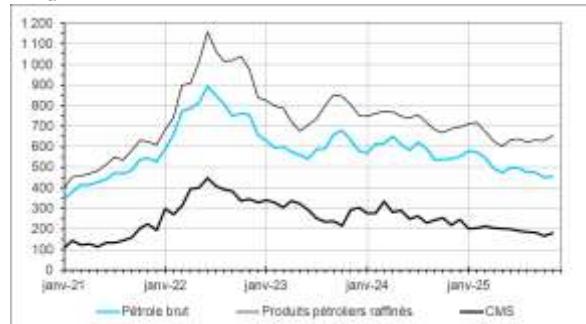
Sources : DGEC ; Reuters

LA FACTURE ÉNERGÉTIQUE (NOVEMBRE 2025)

Dans le sillage du cours du *Brent* sur les marchés internationaux, le prix moyen du pétrole brut importé par la France diminue entre septembre et novembre 2025 (461 €/t) par rapport aux trois mois précédents (492 €/t entre juin et août 2025). À l'inverse, le prix moyen à l'importation des produits pétroliers raffinés augmente légèrement : à 634 €/t entre septembre et novembre 2025, il est supérieur de 0,9 % à son niveau des trois mois précédents. Enfin, le prix du charbon, à 177 €/t entre septembre et novembre 2025, baisse de 8 % par rapport aux mois de juin à août 2025 (192 €/t).

Les prix moyens de ces énergies importées diminuent encore davantage sur les 12 derniers mois connus par rapport à l'année précédente. Ainsi, en moyenne entre décembre 2024 et novembre 2025, le prix moyen du pétrole brut importé par la France baisse de 13,7 % par rapport aux 12 mois précédents, pour s'établir à 506 €/t. Dans le même temps, le prix moyen des produits pétroliers raffinés importés diminue de 11,1 %, pour s'établir à 652 €/t.

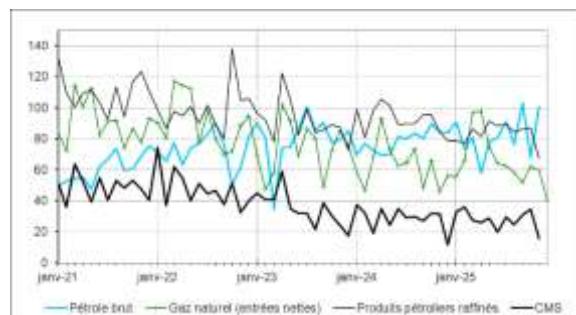
Prix moyens mensuels des énergies importées En €/t



Source : calculs SDES, d'après DGDDI

Quantités importées de pétrole, de combustibles minéraux solides et de gaz naturel

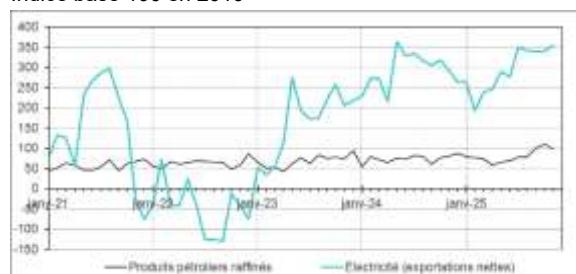
Indice base 100 en 2010



Source : calculs SDES, d'après DGDDI, GRTGaz et Terega

Quantités exportées de produits pétroliers raffinés et d'électricité

Indice base 100 en 2010



Source : calculs SDES, d'après DGDDI et RTE

Entre septembre et novembre 2025, les importations totales de produits énergétiques en France représentent 15,8 Md€, un montant en baisse de 8,5 % par rapport aux trois mois précédents (17,3 Md€) et par rapport aux mois de septembre à novembre 2024 (18,7 Md€). Dans le même temps, la France a exporté pour 5,3 Md€ de produits énergétiques (principalement des produits pétroliers raffinés et de l'électricité), en hausse de 8,9 % par rapport aux trois mois précédents. La facture énergétique de la France, différence entre les montants importés et exportés, s'élève à 10,5 Md€ entre septembre et novembre 2025, en baisse de 9,3 % par rapport aux trois mois précédents (9,4 Md€) et par rapport aux mois de septembre à novembre 2024 (13,2 Md€).

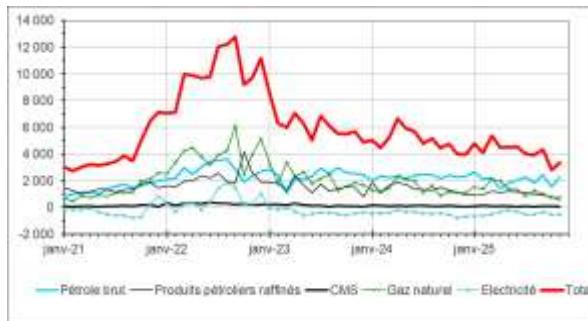
La facture en pétrole brut et en produits pétroliers raffinés représente plus de 80 % de la facture énergétique totale. Elle s'établit à 8,5 Md€ entre septembre et novembre 2025, en baisse par rapport aux trois mois précédents (9,4 Md€) et par rapport aux mois de septembre à novembre 2024 (10,8 Md€). La facture gazière, à 2,5 Md€ entre septembre et novembre 2025, diminue encore plus fortement par rapport aux trois mois précédents (3,4 Md€, soit - 27,5 %) et par rapport aux mois de septembre à novembre 2024 (3,2 Md€). La dépense nette en

Conjoncture énergétique : quatrième trimestre 2025

biocarburants⁴ entre septembre et novembre 2025 représente 0,6 Md€ d'euros, stable par rapport aux trois mois précédents. Enfin, l'électricité allège la facture, à hauteur de 1,3 Md€ d'euros, en raison d'un solde physique qui demeure nettement excédentaire.

Facture énergétique mensuelle de la France

En M€ courants



Au total, la facture énergétique mesurée en cumul sur les 12 derniers mois connus (entre décembre 2024 et novembre 2025) s'élève à 50,2 Md€, dont 36,9 Md€ pour le pétrole brut et les produits pétroliers raffinés, 2,1 Md€ pour les biocarburants, 15,4 Md€ pour le gaz naturel et 1,0 Md€ pour le charbon, tandis que l'électricité allège la facture à hauteur de 5,5 Md€. La facture énergétique totale sur les 12 derniers mois connus diminue de 17,7 % par rapport à son niveau enregistré un an auparavant (61,0 Md€, entre décembre 2023 et novembre 2024). Le reflux de la facture s'explique principalement par la diminution des prix des énergies fossiles importées et, dans une moindre mesure, par la progression du solde exportateur d'électricité.

Facture énergétique et prix moyens à l'importation en France

Facture énergétique (Md€)	Septembre à novembre 2025		Juin à août 2025	Evolution (T/T-1)	Cumul des 12 derniers mois
	Valeur	%			
Importations totales (I)					
don : - CMS (combustibles minéraux solides)	15,8	17,3	-8,5	71,4	-15,3
- pétrole brut	0,2	0,2	0,4	1,0	-32,6
- produits pétroliers raffinés	6,2	6,1	2,5	24,9	-9,7
- gaz naturel	5,2	5,6	-7,5	22,0	-19,6
Exportations totales (E)	5,3	4,9	8,9	21,2	-8,8
don : - produits pétroliers raffinés	2,9	2,3	26,3	10,0	-3,3
- électricité	1,4	1,4	1,4	6,5	13,7
Facture énergétique (I-E)	10,5	12,4	-15,3	50,2	-17,7
don : - pétrole brut, produits raffinés et biocarburants	8,5	9,4	-9,3	39,0	-15,7
- gaz naturel	2,5	3,4	-27,5	15,4	-14,2
- électricité	-1,3	-1,3	0,6	-5,5	12,4

Prix moyens à l'importation (US\$ ou €)	Septembre à novembre 2025		Juin à août 2025	Evolution (T/T-1)	Moyenne des 12 derniers mois
	Valeur	%			
Pétrole brut importé (\$/b)	73,2	77,9	-6,1	77,0	-11,2
Pétrole brut importé (€/t)	460,7	491,8	-6,3	505,6	-13,7
Produits pétroliers raffinés importés (€/t)	638,3	632,7	0,9	652,0	-11,1

* Variation par rapport à la période similaire de l'année précédente.

Note : seule une partie des biocarburants (ETBE et EMAAG) peut être retracée dans les données douanières.

Source : calculs SDES, d'après Douanes

MÉTHODOLOGIE

Champ et sources

Les bilans énergétiques portent sur la France métropolitaine jusqu'en décembre 2017. À partir de janvier 2018, ils incluent en outre les cinq DROM. Les

données sur la facture portent, quant à elles, sur la France entière.

L'énergie primaire

L'énergie primaire est calculée à partir de toutes les données mensuelles disponibles des énergies, c'est-à-dire hors énergies renouvelables thermiques et déchets (bois-énergie, déchets urbains renouvelables, etc).

Sources : SDES et Météo-France pour les températures moyennes journalières.

Les combustibles minéraux solides

Importations et exportations : Direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI) jusqu'au mois précédent, estimation SDES pour le mois le plus récent.

Production : GazelEnergie.

Consommation des centrales électriques : EDF et GazelEnergie.

Consommation de la sidérurgie : estimation SDES, d'après une enquête auprès des opérateurs.

Consommation des autres secteurs industriels : estimation SDES.

Stocks : EDF, GazelEnergie, A3M.

Les produits pétroliers

Production nationale : Direction générale de l'énergie et du climat (DGEC).

Consommation hors bases pétrochimiques : Comité professionnel du pétrole (CPDP).

Consommation de bases pétrochimiques : enquête du SDES auprès des opérateurs.

Le gaz

Les données proviennent de l'enquête mensuelle sur la statistique gazière du SDES effectuée auprès des opérateurs d'infrastructures gazières et des principaux fournisseurs de gaz naturel sur le marché français.

L'électricité

Les données de production proviennent des principaux producteurs en France : EDF, CNR et GazelEnergie.

Les données d'échanges extérieurs proviennent de RTE.

Les données de consommation proviennent d'Enedis et de RTE.

Prix et cotations

DGEC, Reuters et NBP (National Balancing Point) pour les cotations du pétrole et du gaz.

Epex pour les prix spot de l'électricité.

La facture énergétique

DGDDI (Prodouane) pour la valeur des importations et exportations.

Banque de France pour la parité du dollar.

Révision des données

Les données du dernier mois sont provisoires et peuvent donner lieu à des révisions, parfois importantes. C'est notamment le cas de la consommation de quelques produits pétroliers (en particulier coke de pétrole, carburéacteurs), des importations et consommations de charbon hors

⁴ Bioéthanol « pur » exclu, seuls l'ETBE (ether éthyle tertiobutyle) et le biodiesel EMAAG sont isolés dans les données douanières.

centrales électriques, ainsi que des productions éolienne et solaire photovoltaïque.

Le champ de la note de conjoncture inclut les DROM. En outre, afin de rapprocher et mieux articuler les statistiques mensuelles et trimestrielles avec les statistiques annuelles retracées dans le bilan de l'énergie, le bois-énergie et une partie des biocarburants (ETBE et EMAG) sont désormais pris en compte dans la facture énergétique, et les importations de GNL porté sont estimées.

Définitions

L'énergie primaire est l'énergie tirée de la nature (du soleil, des fleuves ou du vent) ou contenue dans les produits énergétiques tirés de la nature (comme les combustibles fossiles ou le bois) avant transformation. Par convention, l'énergie provenant d'une centrale nucléaire est également une énergie primaire (la chaleur nucléaire est alors comptabilisée).

La consommation d'énergie primaire correspond à la consommation d'énergie de tous les acteurs économiques. Elle s'oppose à la consommation d'énergie finale, qui correspond à la consommation des seuls utilisateurs finaux, ménages ou entreprises autres que celles de la branche énergie. L'énergie finale peut être une énergie primaire (consommation de charbon de la sidérurgie par exemple) ou non. L'écart entre les consommations d'énergie primaire et secondaire correspond à la consommation de la branche énergie. Il s'agit pour l'essentiel des pertes de chaleur liées à la production d'électricité.

Pour la note de conjoncture trimestrielle ainsi que pour les séries mensuelles mises à disposition sur le site du SDES, les soutes aériennes internationales, dont une évaluation infra-annuelle n'est pas disponible jusqu'à présent, sont incluses dans la consommation nationale d'énergie primaire et sont par conséquent prises en compte dans le calcul du taux d'indépendance énergétique et dans celui des émissions de CO₂. Dans le bilan énergétique de la France annuel, publié par le SDES, elles sont en revanche exclues, conformément aux recommandations internationales relatives aux statistiques de l'énergie établies par les Nations Unies et aux pratiques de l'Agence internationale de l'énergie.

Le taux d'indépendance énergétique est le ratio de la production nationale d'énergie primaire sur la consommation d'énergie primaire réelle (non corrigée du climat).

Le pouvoir calorifique supérieur (PCS) donne le dégagement maximal théorique de chaleur lors de la combustion, y compris la chaleur de condensation de la vapeur d'eau produite lors de la combustion. À l'inverse, le pouvoir calorifique inférieur (PCI) exclut, de la chaleur dégagée, la chaleur de condensation de l'eau, supposée rester à l'état de vapeur à l'issue de la combustion. En pratique, le rapport PCI/PCS est de l'ordre de 90 % pour le gaz naturel, de 91 % pour le gaz de pétrole liquéfié, de 92-93 % pour les autres produits pétroliers, et de 95 à 98 % pour les combustibles minéraux solides.

Combustibles minéraux solides (CMS) : dans ce document, le terme « charbon » est utilisé pour désigner l'ensemble des CMS qui regroupent le charbon à l'état brut et les produits solides issus de sa transformation. Les produits bruts couvrent les produits de récupération, le lignite et la houille, dont le charbon-vapeur est une variété utilisée pour la production d'électricité et/ou de chaleur. Les produits solides transformés à partir du charbon sont le coke et les agglomérés.

Le coefficient de disponibilité nucléaire (Kd) : ratio entre la capacité de production réelle et la capacité de production théorique maximale. Le Kd, qui ne prend en compte que les indisponibilités techniques, à savoir les arrêts programmés, les indisponibilités fortuites et les périodes d'essais, caractérise la performance industrielle d'une centrale.

Le gazole non routier remplace obligatoirement le fioul domestique depuis le 1^{er} mai 2011 pour certains engins mobiles non routiers, et depuis le 1^{er} novembre 2011 pour les tracteurs agricoles, avec les mêmes spécifications que celles du gazole routier, excepté sa coloration.

Émissions de CO₂ liées à la combustion d'énergie

Les émissions de CO₂ calculées dans cette publication sont celles issues de la combustion d'énergie fossile. Elles représentent près de 95 % des émissions totales de CO₂ et environ 70 % des émissions de gaz à effet de serre (GES).

Le calcul du SDES consiste à appliquer des facteurs d'émissions moyens aux consommations d'énergies fossiles (produits pétroliers, gaz et combustibles minéraux solides), hors usages non énergétiques des produits pétroliers (pour le gaz naturel, il n'est pas possible d'estimer ces usages en mensuel). En revanche, les inventaires officiels (données annuelles) en matière d'émissions de GES et de CO₂ en particulier font appel à une méthodologie beaucoup plus complexe, nécessitant des données plus détaillées. Comparées à un inventaire officiel, ces estimations présentent d'autres différences de périmètre, telles que la non-prise en compte des DROM, des déchets non renouvelables ou encore la prise en compte des soutes aériennes internationales.

Correction des variations saisonnières, climatiques et des jours ouvrables (CVS-CVC-CJO)

Les séries de consommation d'énergie sont généralement sensibles aux saisons, à la météorologie et au nombre de jours ouvrables. Ainsi, la consommation des énergies utilisées pour le chauffage est plus élevée l'hiver que l'été et augmente d'autant plus que les températures sont basses. L'énergie consommée pour le chauffage au cours d'une journée est proportionnelle au nombre de « degrés-jours », c'est-à-dire à l'écart entre la température moyenne de la journée et un seuil fixé à 15 °C, lorsque la température est inférieure à ce seuil. À titre d'exemple, en dessous de 15 °C, une baisse d'un degré de la température moyenne mensuelle conduit à une consommation supplémentaire de gaz distribué de l'ordre de 1,25 TWh par mois.

Conjoncture énergétique : quatrième trimestre 2025

La série corrigée des variations saisonnières, climatiques et des jours ouvrables (CVS-CVC-CJO), construite à partir de la série initiale dite « série brute », permet de neutraliser l'effet des saisons, de la météorologie et des jours ouvrables pour faire ressortir à la fois les tendances de fond et les évolutions exceptionnelles. Contrairement au « glissement annuel », où, pour éliminer la saisonnalité, on compare un mois avec le même mois de l'année précédente, la série CVS-CVC permet de comparer directement chaque mois avec le mois précédent. Cela lui confère deux avantages. D'une part, l'interprétation d'un mois ne dépend que du passé récent et non d'événements survenus jusqu'à un an auparavant. D'autre part, on détecte tout de suite les retournements et on mesure correctement les nouvelles tendances sans retard. La série CJO permet de neutraliser l'impact des nombres inégaux de jours ouvrables d'un mois à l'autre, de la même façon que la série CVS-CVC neutralise l'impact des différentes saisons et du climat. La combinaison des CVS, CVC, CJO permet de fournir une information sur l'évolution instantanée des phénomènes économiques, abstraction faite des phénomènes calendaires explicables naturels.

Pour en savoir plus, consulter le site www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr, rubrique « Tous les concepts ».

Les coefficients saisonniers ainsi que les coefficients climatiques et la correction des jours ouvrables sont réestimés chaque mois, ce qui peut entraîner de très légères révisions de la série CVS-CVC-CJO. La correction des variations saisonnières, climatiques et des jours ouvrables est faite au niveau le plus fin des séries, les séries d'ensemble étant obtenues, par agrégation, des séries élémentaires.

Diffusion des données

Les séries longues sont disponibles sur le site du SDES, à cette adresse :
www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/donnees-mensuelles-de-lenergie.

Alexandru ANDREI, SDES
Évelyne MISAK, SDES
Pierre TANNEAU, SDES

Directrice de publication : Béatrice Sédillot
Dépôt légal : février 2026
ISSN : 2557-8510 (en ligne)

Commissariat général au développement durable

Service des données et études statistiques
Sous-direction des statistiques de l'énergie
Tour Séquoia - 92055 La Défense cedex
Courriel : diffusion.sdes.cgdd@developpement-durable.gouv.fr

www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr